

Questions orales

Pourrait-il nous préciser quand le gouvernement va mettre un terme à ce qui est, en définitive, une sale blague qu'on fait aux pêcheurs et aux employés des conserveries qui attendent depuis bien trop longtemps l'aide en question? Peut-il nous dire si le programme d'aide est prêt ou quand il le sera? N'est-il pas vrai qu'on attend tout simplement le retour du ministre du Commerce extérieur, afin qu'il puisse avoir sa séance de photo, et sa photo dans le journal? Est-ce tout ce qui retarde la présentation de ce programme?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le ministre des Pêches et des Océans et le ministre du Commerce extérieur ont entrepris des consultations avec les dirigeants du secteur de la pêche, les syndicats et les gouvernements provinciaux concernés, afin de s'assurer que nous présentons un programme—ce que nous espérons faire sous peu—qui sera non seulement efficace, mais qui nous permettra également de profiter de l'apport et des compétences des gouvernements provinciaux concernés.

Étant donné que je suis bien disposé, aujourd'hui, monsieur le Président, je pourrais peut-être, relativement à une question posée par le député de Gander—Grand Falls l'autre jour, citer des passages d'une lettre que j'ai reçue de M. Bill Berry, le président d'une. . .

Des voix: Règlement!

M. Clark (Yellowhead): . . . société de pêche de Terre-Neuve qui a déclaré: «Hier soir, j'ai pris connaissance de votre réponse à la Chambre des communes au sujet de la pêche pratiquée par les Soviétiques. . .»

Des voix: Oh, oh!

M. Clark (Yellowhead): «. . . dans les eaux canadiennes. Nous sommes une société de Terre-Neuve et nous entretenons d'importantes relations d'affaires avec les pays de l'Est, surtout l'Union soviétique. Ce sont d'excellents partenaires commerciaux. Je suis. . .»

M. le Président: Le ministre pourrait peut-être transmettre une copie de la lettre à ses vis-à-vis.

* * *

L'AGRICULTURE

M. Vic Althouse (Mackenzie): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture, qui a déclaré que les détails sur l'utilisation du milliard de dollars qui a été dégagé pour accorder une aide directe

aux céréaliculteurs canadiens seraient connus avant Pâques. Puisqu'il a aujourd'hui sa dernière chance de le faire, le ministre peut-il nous communiquer ces détails, pour que les agriculteurs et les banquiers sachent exactement comment les paiements seront effectués, sur quels critères ils seront fondés, quand les agriculteurs recevront les chèques et de quel montant ils seront approximativement?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, comme le député le sait, le gouvernement fédéral a annoncé son intention d'accorder une aide aux agriculteurs pour compenser le manque à gagner prévu pour 1990. En ce moment, nous sommes en pleines discussions avec les provinces. J'ai personnellement rencontré le premier ministre de la Saskatchewan. Son gouvernement étudie certaines propositions. Nous avons aussi eu des discussions avec des fonctionnaires de l'Ontario, de la Saskatchewan et du Manitoba. Nous estimons qu'il s'agit là d'une très grande priorité.

Par ailleurs, la députée de la Nouvelle-Écosse sera heureuse d'apprendre que des rencontres ont lieu aujourd'hui ou auront lieu demain au sujet de l'industrie de la fourrure, qu'elle a représentée à maintes occasions, ce dont je la remercie. Qu'elle sache que ce dossier est aussi de toute première priorité. Nous travaillons d'arrachepied pour présenter à chaque province un programme acceptable et répondant à ses besoins propres.

M. Vic Althouse (Mackenzie): Monsieur le Président, puisque cet argent a pour but de faire contre-poids aux programmes de soutien qu'Américains et Européens offrent à leurs producteurs agricoles par l'entremise de leur gouvernement central, pourquoi notre gouvernement s'en remet-il aux provinces pour mettre en oeuvre son programme au lieu de s'attaquer lui-même au problème en soutenant directement nos agriculteurs?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, à entendre le député, qui veut que nous débloquions 140 millions de dollars pour aider nos producteurs agricoles, ce que les États-Unis ont affecté à leur Programme de subventions aux exportations, j'en conclus que c'est l'aide qu'il nous demande. Nous avons considéré que leurs problèmes étaient beaucoup plus graves, et c'est pour cela que nous leur avons offert jusqu'à 500 millions de dollars.